

GE_GERICHTE JTAPI/895/2024 vom 2. September 2024

GE Cour de justice, 2024-09-02, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_JTAPI_895_2024

FR: GE_GERICHTE JTAPI/895/2024 du 2 septembre 2024

IT: GE_GERICHTE JTAPI/895/2024 del 2 settembre 2024

Erwägungen

E. 1

Le Tribunal administratif de première instance connaît des demandes de prolongation des mesures d'éloignement prononcées par le commissaire de police (art. 11 al. 2 de la loi sur les violences domestiques du 16 septembre 2005 - LVD - F 1 30), sur lesquelles il est tenu de statuer avant l'échéance de la mesure, avec un pouvoir d'examen s'étendant à l'opportunité (art. 11 al. 3 LVD).

E. 2

Déposée en temps utile et dans les formes prescrites devant la juridiction compétente, la demande de prolongation est recevable au sens de l'art. 11 al. 2 LVD.

- 5/7 - A/2869/2024

E. 3

La LVD a pour but de contribuer à la protection de la personnalité dans le cadre familial et domestique en soutenant et en renforçant les efforts de lutte contre les violences domestiques (art. 1 al. 1 LVD).

Par « violences domestiques », la loi désigne une situation dans laquelle une personne exerce des violences physiques, psychiques, sexuelles ou économiques sur une autre personne avec laquelle elle est liée par un rapport familial, conjugal, de partenariat ou d'union libre, existant ou rompu (art. 2 al. 1 LVD).

Par « personnes concernées par les violences domestiques », la loi vise notamment les victimes et les auteurs de violences domestiques, les proches de ces personnes ainsi que les professionnels du domaine (art. 2 al. 2 LVD). Selon l'art. 8 al. 1 LVD, la police peut prononcer une mesure d'éloignement à l'encontre de l'auteur présumé d'actes de violence domestique, si la mesure paraît propre à empêcher la réitération de tels actes.

Selon l'art. 8 al. 2 LVD, une mesure d'éloignement consiste à interdire à l'auteur présumé de a) pénétrer dans un secteur ou dans des lieux déterminés ; b) contacter ou approcher une ou plusieurs personnes.

La mesure d'éloignement est prononcée pour une durée de dix jours au moins et de 30 jours au plus (art. 8 al. 3 LVD).

Elle peut être prolongée pour 30 jours au plus. Depuis le prononcé initial de la mesure, sa durée totale ne peut excéder nonante jours (art. 11 al. 2 LVD).

En vertu de l'art. 12 LVD, la mesure d'éloignement est assortie de la menace des peines prévues à l'art. 292 du Code pénal suisse du 21 décembre 1937 (CP - RS 311.0), qui prévoit que « celui qui ne se sera pas conformé à une décision à lui signifiée, sous la menace de la

peine prévue au présent article, par une autorité ou un fonctionnaire compétents sera puni d'une amende ».

Il ressort des travaux préparatoires relatifs à la révision de la LVD en 2010, que la volonté clairement exprimée par le législateur était de simplifier la loi, de manière à en favoriser une application plus régulière et effective. Dans ce sens, le nouvel art. 8 al. 1 LVD ne vise plus une mesure qui serait nécessaire pour écarter un danger relatif à des actes de violences domestiques, mais qui doit être simplement propre à empêcher la réitération de tels actes. En revanche, la loi continue à poser pour condition l'existence d'une présomption que des actes de violences domestiques ont été commis auparavant (rapport de la commission judiciaire et de la police chargée d'étudier le PL 10582, p. 11). Ainsi que cela résulte des principes rappelés ci-dessus, les violences à l'origine de la mesure d'éloignement n'ont pas à être prouvées. Il suffit que l'on puisse présumer, sur la base de l'ensemble des circonstances, qu'elles ont eu lieu. La LVD est ainsi faite pour protéger la personne dont il paraît plausible qu'elle a été victime de telles

- 6/7 - A/2869/2024 violences, et constitue ainsi un cadre essentiellement préventif. Elle diffère sur ce point d'une procédure pénale, dont l'issue emporte des conséquences beaucoup plus sévères pour l'auteur, et qui est parallèlement soumise à des exigences de preuve plus strictes.

E. 4

En l'espèce, il ne fait pas de doute que M. B_____ s'est montré violent verbalement et physiquement à l'encontre de son épouse le 2 septembre 2024, ce qu'il ne conteste d'ailleurs qu'en partie en niant uniquement avoir fait un geste d'étranglement à son encontre. Ces dénégations à ce sujet sont néanmoins contredites de manière claire par les marques laissées autour du cou de son épouse, lesquelles sont documentées non seulement par les photographies prises sur le moment par la police, mais également par le certificat médical établi par la clinique F_____ le 2 septembre 2024. Quant au fait que Mme A_____ a également insulté son mari, ce qu'elle-même ne conteste pas, et qu'elle l'a éventuellement poussé, même s'il faut qualifier ces agissements de violences, il n'en demeure pas moins qu'elle est physiquement en situation d'infériorité face à son époux lorsqu'une telle dispute dégénère en violences physiques, comme l'a montré le fait qu'elle s'est retrouvée projetée au sol par M. B_____, qui a ensuite pu s'installer au-dessus d'elle. Le fait que d'autres violences physiques se soient produites dans le passé résulte clairement du certificat médical établi en 1990, mais également des déclarations faites à ce sujet par Mme C_____, petite-fille du couple, qui a vécu plusieurs années auprès d'eux, et en a attesté dans ses déclarations du 2 septembre 2024 à la police. La question du retour de M. B_____ au domicile conjugal, dans ces conditions pose un évident problème de sécurité pour Mme A_____, étant en outre relevé que le couple héberge encore actuellement son petit-fils D_____, âgé de neuf ans et qu'il convient absolument de mettre un terme aux scènes de violences auxquelles il est régulièrement confronté, ce qui ne peut que nuire gravement à son développement. Quant à M. B_____, il ne s'oppose pas à une prolongation de l'éloignement, comme il l'a exprimé lors de l'audience.

E. 5

Par conséquent, la demande de prolongation sera admise et la mesure d'éloignement prolongée pour une durée de 30 jours, soit jusqu'au 12 octobre 2024 à 18h30.

E. 6

Il ne sera pas perçu d'émolument (art. 87 al. 1 LPA).

E. 7

Un éventuel recours déposé contre le présent jugement n'aura pas d'effet suspensif (cf. rapport du 1er juin 2010 de la Commission judiciaire et de la police du Grand Conseil chargée d'étudier le projet de loi 10582-A du Conseil d'État modifiant la LVD, in MGC 2009-2010/IX A, D. Examen de détail, ad art. 11 al. 1 LVD).

- 7/7 - A/2869/2024

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.